

Rapport financier 2010 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Candiac

Code géographique : 67020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvie Landry, CGA, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Candiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-06-20 Signature _____

Dernière modification : 2011-06-21 16:05:39

Réservé au ministère

102 036 066	12 453 020	20 409 812	,882
-------------	------------	------------	------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la ville de Candiac et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville de Candiac et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la ville de Candiac inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Denis Savage CA auditeur

DATE 2011-06-08

Dernière modification : 2011-06-21 16:05:39

Réservé au ministère

102 036 066	12 453 020	20 409 812	0,882
-------------	------------	------------	-------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-06-21 16:05:39

Réservé au ministère

102 036 066	12 453 020	20 409 812	0,882
-------------	------------	------------	-------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	21 571 872	22 715 600	23 589 514			23 589 514
Paiements tenant lieu de taxes	2	234 034	235 200	237 958			237 958
Quotes-parts	3					4 268 514	
Transferts	4	305 626	622 300	782 693			1 547 916
Services rendus	5	3 846 107	3 969 700	3 849 365			5 740 746
Imposition de droits	6	2 695 584	1 435 000	2 650 865			2 650 865
Amendes et pénalités	7	373 588	314 000	476 140			1 011 386
Intérêts	8	253 409	180 000	272 430			283 864
Autres revenus	9	39 443		984 059			1 232 462
	10	29 319 663	29 471 800	32 843 024		7 720 201	36 294 711
Investissement							
Taxes	11	40 570		10 731			10 731
Quotes-parts	12						
Transferts	13	1 621 370		1 933 387			1 925 422
Autres revenus						(7 965)	
Contributions des promoteurs	14	5 930 922	7 000 000	8 936 969			8 936 969
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	7 592 862	7 000 000	10 881 087		(7 965)	10 873 122
	18	36 912 525	36 471 800	43 724 111		7 712 236	47 167 833
Charges							
Administration générale	19	4 053 440	4 042 459	3 740 938		88 922	3 829 860
Sécurité publique	20	3 669 161	3 839 158	4 002 804		147 246	4 806 360
Transport	21	3 517 620	3 989 607	4 391 552		1 540 546	8 019 869
Hygiène du milieu	22	5 011 049	5 460 457	5 261 044		1 891 526	8 157 730
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 101 878	1 085 200	2 187 618		34 263	2 221 881
Loisirs et culture	25	3 837 517	3 960 019	4 147 131		668 996	4 816 127
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	2 475 263	2 688 400	2 760 524			2 862 986
Amortissement des immobilisations	28	4 101 700	4 777 674	4 371 499	(4 371 499)	102 462	
	29	27 767 628	29 842 974	30 863 110		8 120 217	34 714 813
Excédent (déficit) de l'exercice	30	9 144 897	6 628 826	12 861 001		(407 981)	12 453 020

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 144 897	6 628 826	12 861 001	(407 981)		12 453 020
Moins: revenus d'investissement	2	(7 592 862)	(7 000 000)	(10 881 087)	(7 965)		(10 873 122)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 552 035	(371 174)	1 979 914	(400 016)		1 579 898
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	4 101 700	4 777 674	4 371 499	557 120		4 928 619
Produit de cession	5	28 148		16 827	2 808		19 635
(Gain) perte sur cession	6	2 847		7 965	3 108		11 073
Réduction de valeur	7						
8	4 132 695	4 777 674	4 396 291	563 036			4 959 327
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9			967 920			967 920
Réduction de valeur	10						
11				967 920			967 920
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
15							
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	145 363		138 340			138 340
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 999 100)	(3 303 000)	(3 453 476)	(52 812)		(3 506 288)
18	(2 853 737)	(3 303 000)	(3 315 136)	(52 812)			(3 367 948)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(145 298)	(541 300)	(563 563)	(59 032)		(622 595)
Excédent (déficit) accumulé	20		90 000				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté							
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	(664 329)	(652 200)	(898 824)	9 017		(889 807)
Montant à pourvoir dans le futur	22	(79 336)		(44 439)	(37 796)		(82 235)
Financement des investissements en cours	23						
24	(888 963)	(1 103 500)	(1 506 826)	(87 811)			(1 594 637)
25	389 995	371 174	542 249	422 413			964 662
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	1 942 030	2 522 163	22 397			2 544 560

∞ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Déposé le "2011-06-21"

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	7 592 862	7 000 000	10 881 087	(7 965)	10 873 122
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(13 755)	(100 800)	(89 696)	()	(89 696)
Sécurité publique	3	(45 114)	(150 430)	(281 927)	(155 341)	(437 268)
Transport	4	(8 900 902)	(9 289 000)	(11 565 965)	(14 971)	(11 580 936)
Hygiène du milieu	5	(3 812 582)	(9 014 000)	(9 210 738)	()	(9 210 738)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(116 204)	(100 000)	(53 149)	()	(53 149)
Loisirs et culture	8	(1 400 815)	(759 000)	(95 942)	()	(95 942)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(14 289 372)	(19 413 230)	(21 297 417)	(170 312)	(21 467 729)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	(593 485)	()	(593 485)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	9 202 737	5 244 180	7 452 706	13 925	7 466 631
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	145 298	541 300	563 563	59 032	622 595
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	909 880	2 405 830	2 343 167		2 343 167
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	715 817	4 221 920	911 703	57 663	969 366
	17	1 770 995	7 169 050	3 818 433	116 695	3 935 128
	18	(3 315 640)	(7 000 000)	(10 619 763)	(39 692)	(10 659 455)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	4 277 222		261 324	(47 657)	213 667

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 144 897	6 628 826	12 861 001	(407 981)	12 453 020
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(14 289 372)	(19 413 230)	(21 297 417)	(170 312)	(21 467 729)
Produit de cession	3	28 148		16 827	2 808	19 635
Amortissement	4	4 101 700	4 777 674	4 371 499	557 120	4 928 619
(Gain) perte sur cession	5	2 847		7 965	3 108	11 073
Réduction de valeur	6					
	7	(10 156 677)	(14 635 556)	(16 901 126)	392 724	(16 508 402)
Variation des propriétés destinées à la revente						
	8			374 435		374 435
Variation des stocks de fournitures						
	9	(16 768)		(25 845)	(32 559)	(58 404)
Variation des autres actifs non financiers						
	10	280 846		5 569	11 166	16 735
	11	264 078		354 159	(21 393)	332 766
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(747 702)	(8 006 730)	(3 685 966)	(36 650)	(3 722 616)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
	13	(58 279 209)		(59 026 911)	(84 043)	(59 110 954)
Redressement aux exercices antérieurs						
	14					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice						
	15	(58 279 209)		(59 026 911)	(84 043)	(59 110 954)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(59 026 911)		(62 712 877)	(120 693)	(62 833 570)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

	2009		2010		2009 Total consolidé
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	3 871 506	4 886 162	218 175	5 104 337	4 303 232
Placements temporaires			1 161 296	1 161 296	996 640
Débiteurs (note 5)	5 513 708	7 356 899	1 173 088	8 464 169	7 175 284
Prêts (note 6)					
Placements à long terme (note 7)					
Participations dans des entreprises municipales					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
Autres actifs financiers (note 9)					
	9 385 214	12 243 061	2 552 559	14 729 802	12 475 156
PASSIFS					
Découvert bancaire			7 137	7 137	183 691
Emprunts temporaires	7 593 700	8 553 400	17 818	8 571 218	7 618 625
Créditeurs et charges à payer (note 10)	4 085 429	4 808 771	832 620	5 575 573	4 930 151
Revenus reportés (note 11)	118 080	114 611	48 567	163 178	132 458
Dette à long terme (note 12)	56 559 916	61 423 156	878 055	62 301 211	57 694 206
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	55 000	56 000	889 055	945 055	1 026 978
	68 412 125	74 955 938	2 673 252	77 563 372	71 586 109
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	(59 026 911)	(62 712 877)	(120 693)	(62 833 570)	(59 110 953)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 13)	138 760 734	155 661 860	8 238 955	163 900 815	148 223 905
Propriétés destinées à la revente (note 14)	716 910	342 475		342 475	716 910
Stocks de fournitures	268 335	294 180	32 559	326 739	268 335
Autres actifs non financiers (note 15)	257 900	252 331	47 276	299 607	316 342
	140 003 879	156 550 846	8 318 790	164 869 636	149 525 492
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	5 160 122	4 839 124		4 839 124	5 160 122
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	1 387 572	1 941 112	1 711 516	3 652 628	3 122 586
Montant à pourvoir dans le futur	(266 711)	(222 272)	(974 239)	(1 196 511)	(1 240 317)
Financement des investissements en cours	(7 680 658)	(7 485 753)		(7 485 753)	(7 680 658)
Investissement net dans les éléments à long terme	82 376 643	94 765 758	7 460 820	102 226 578	91 052 806
	80 976 968	93 837 969	8 198 097	102 036 066	90 414 539

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Déposé le "2011-06-21"

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 144 897	12 861 001	(407 981)	12 453 020
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	4 101 700	4 371 499	557 120	4 928 619
Autres					
-Perte sur cession	3	2 846	7 965	3 108	11 073
-	4				
	5	13 249 443	17 240 465	152 247	17 392 712
Variation nette des éléments hors caisse					
Placements temporaires de plus de trois mois	6				
Débiteurs	7	(649 607)	(1 843 191)	507 410	(1 335 781)
Autres placements à long terme	8				
Autres actifs financiers	9				
Créditeurs et charges à payer	10	(40 128)	723 342	(20 917)	702 425
Revenus reportés	11	(1 072 412)	(3 469)	24 081	20 612
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	(13 000)	1 000	(82 923)	(81 923)
Propriétés destinées à la revente	13		374 435		374 435
Stocks de fournitures	14	(16 768)	(25 845)	(32 559)	(58 404)
Autres actifs non financiers	15	280 847	5 569	11 167	16 736
	16	11 738 375	16 472 306	558 506	17 030 812
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	17 (	14 289 372 ) (	21 297 417 ) (	170 312 ) (	21 467 729)
Produit de cession	18	28 148	16 827	2 808	19 635
	19	(14 261 224)	(21 280 590)	(167 504)	(21 448 094)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	20 () () () ()
Remboursement ou cession	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	9 348 100	8 389 300	(168 049)	8 221 251
Remboursement de la dette à long terme	24 (	2 999 100 ) (	3 533 300 ) (	234 786 ) (	3 768 086)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(4 323 640)	959 700	(7 107)	952 593
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	6 190	7 240	3 786	11 026
Autres					
-	27				
-	28			(39 160)	(39 160)
	29	2 031 550	5 822 940	(445 316)	5 377 624
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	(491 299)	1 014 656	(54 314)	960 342
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	4 362 805	3 871 506	1 244 674	5 116 180
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice ²					
	32	3 871 506	4 886 162	1 190 360	6 076 522

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalisations 2009 Administration municipale	Budget 2010 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2010 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1 6 456 632	6 402 800	6 509 745	2 342 866	8 852 611
Charges sociales	2 1 248 650	1 395 000	1 362 836	608 866	1 971 702
Biens et services	3 10 376 750	8 409 800	12 448 608	4 475 220	12 655 314
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4 2 430 867	2 661 415	2 678 431	27 133	2 705 564
D'autres organismes municipaux	5 21 985				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			8 540	8 540
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8 44 396	5 000	82 093	66 789	148 882
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9 640 498	559 000	679 297		679 297
Autres	10 1 621 742	4 670 300	1 703 289	2 447	1 705 736
Autres organismes	11 474 349	601 000	793 242	16 936	810 178
Amortissement des immobilisations	12 4 101 700	4 777 674	4 371 499	557 120	4 928 619
Autres					
-	13 372 044	339 000	234 070	14 300	248 370
-	14				
-	15				
	16 27 767 628	29 842 974	30 863 110	8 120 217	34 714 813

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	22 715 600	23 600 245	21 612 442
Paiements tenant lieu de taxes	2	235 200	237 958	234 034
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 702 079	3 473 338	3 331 430
Services rendus	5	5 725 478	5 740 746	5 869 105
Imposition de droits	6	1 435 000	2 650 865	2 695 584
Amendes et pénalités	7	917 753	1 011 386	851 699
Intérêts	8	185 105	283 864	263 069
Autres revenus	9	7 016 320	10 169 431	6 270 903
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	39 932 535	47 167 833	41 128 266
Charges				
Administration générale	12	4 151 326	3 829 860	4 162 307
Sécurité publique	13	4 474 391	4 806 360	5 100 351
Transport	14	7 937 427	8 019 869	7 067 373
Hygiène du milieu	15	8 192 810	8 157 730	8 029 796
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 125 541	2 221 881	1 142 219
Loisirs et culture	18	4 571 036	4 816 127	4 447 576
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	2 752 959	2 862 986	3 054 459
	21	33 205 490	34 714 813	33 004 081
Excédent (déficit) de l'exercice	22	6 727 045	12 453 020	8 124 185
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		90 414 539	82 290 054
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		(831 493)	300
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		89 583 046	82 290 354
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		102 036 066	90 414 539

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 727 045	12 453 020	8 124 185
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	19 545 978 ) (	21 467 729 ) (	14 691 812)
Produit de cession	3		19 635	31 401
Amortissement	4	5 070 321	4 928 619	4 674 550
(Gain) perte sur cession	5		11 073	1 019
Réduction de valeur	6			
	7	(14 475 657)	(16 508 402)	(9 984 842)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		374 435	
Variation des stocks de fournitures	9		(58 404)	(16 768)
Variation des autres actifs non financiers	10		16 735	270 928
	11		332 766	254 160
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(7 748 612)	(3 722 616)	(1 606 497)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(59 110 954)	(57 504 456)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(59 110 954)	(57 504 456)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(62 833 570)	(59 110 953)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	5 104 337	4 303 232
Placements temporaires	2	1 161 296	996 640
Débiteurs (note 5)	3	8 464 169	7 175 284
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>14 729 802</u>	<u>12 475 156</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	7 137	183 691
Emprunts temporaires	11	8 571 218	7 618 625
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	5 575 573	4 930 151
Revenus reportés (note 11)	13	163 178	132 458
Dette à long terme (note 12)	14	62 301 211	57 694 206
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	945 055	1 026 978
	16	<u>77 563 372</u>	<u>71 586 109</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(62 833 570)</u>	<u>(59 110 953)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	163 900 815	148 223 905
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	342 475	716 910
Stocks de fournitures	20	326 739	268 335
Autres actifs non financiers (note 15)	21	299 607	316 342
	22	<u>164 869 636</u>	<u>149 525 492</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>102 036 066</u>	<u>90 414 539</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	12 453 020	8 124 185
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 928 619	4 674 550
Autres			
-Perte cession immobilisations	3	11 073	1 019
-	4		
	5	17 392 712	12 799 754
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(1 335 781)	(121 542)
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	702 425	(10 672)
Revenus reportés	11	20 612	(1 058 034)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	(81 923)	869 876
Propriétés destinées à la revente	13	374 435	
Stocks de fournitures	14	(58 404)	(16 768)
Autres actifs non financiers	15	16 736	270 929
	16	17 030 812	12 733 543
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(21 467 729)	(14 691 812)
Produit de cession	18	19 635	31 401
	19	(21 448 094)	(14 660 411)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	8 221 251	9 348 100
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 768 086)	(8 034 541)
Variation nette des emprunts temporaires	25	952 593	(4 311 141)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	11 026	(2 402)
Autres			
-	27		100 226
- Variation quotes-parts consoli	28	(39 160)	
	29	5 377 624	(2 899 758)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	960 342	(4 826 626)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	5 116 180	9 942 807
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	6 076 522	5 116 181

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

1. Statut de l'organisme municipal

La ville de Candiac est un organisme municipal constitué le 31 janvier 1957 en vertu de la Loi constituant en corporation la ville de Candiac (Bill no. 194) et est régie en vertu de la Loi sur les Cités et Villes de la province du Québec.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable

Depuis l'exercice 2007, les états financiers regroupent les comptes de la Ville et ceux des organismes qu'elle contrôle. Les organismes suivants ont été intégrés aux états financiers de la Ville selon la méthode de consolidation proportionnelle:

- Régie intermunicipale de police Roussillon
- Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie
- Conseil intermunicipal de transport Le Richelain
- TARSO inc.

Toutes variations de quote-part des excédents de l'exercice antérieure sont constatés aux résultats de l'exercice courant.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres. [Les stocks destinés à la vente sont présentés à titre d'actifs financiers. Ils sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est établi selon la méthode de l'épuisement successif].

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

- | | |
|---|--------------|
| - Infrastructures | 15 à 40 ans |
| - Bâtiments | 15 et 40 ans |
| - Véhicules | 3 et 20 ans |
| - Ameublement et
équipement de bureau | 5 et 10 ans |
| - Machinerie, outillage
et équipements | 10 et 20 ans |

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués selon la méthode suivante: valeur lissée de l'actif.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010****G) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- pour le passif constaté au 1er janvier 2007 et les excédents de la charge sur les sommes à verser en fiducie.

H) Autres élémentsAUTRES ACTIFS :

Les frais relatifs au maintien à jour de l'inventaire du rôle d'évaluation sont comptabilisés au coût et amortis sur une période de 9 ans.

Les frais d'émission d'obligations sont comptabilisés au coût et amortis sur une période de 5 ans.

INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME :

Dettes émises avant le 31 décembre 2000 :

Les dépenses d'intérêts sur la dette à long terme sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice bien que les intérêts courus soient comptabilisés à titre de passif en contrepartie du montant à pourvoir dans le futur.

Dettes émises après le 31 décembre 2000 :

Les dépenses d'intérêts sur la dette à long terme sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice.

UTILISATION D'ESTIMATION

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actif et de passif présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les produits et les charges présentés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

3. Modification de méthodes comptables

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	218 175	51 038
Placements temporaires	2	1 161 296	96 036
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 776 937	1 808 944
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	3 517 532	1 918 919
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	430 091	546 030
Organismes municipaux	8	589 230	816 022
Autres			
- Contraventions à recevoir	9	775 757	656 731
- Mutations et autres	10	1 374 622	1 428 638
	11	8 464 169	7 175 284
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	808 843	301 276
Organismes municipaux	13	17 919	58 561
Autres tiers	14		
	15	826 762	359 837
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	345 895	312 213
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	127 528	17 179
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(1 072 583)	(1 044 157)
	27	<u>(945 055)</u>	<u>(1 026 978)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	795 447	624 211
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	(7 709)	885 193
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	1 779	2 093
Régimes de retraite des élus municipaux	32	43 545	37 101
	33	<u>833 062</u>	<u>1 548 598</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	2 555 017	2 139 309
Salaires et avantages sociaux	38	596 215	648 597
Dépôts et retenues de garantie	39	912 685	819 689
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvernement du Québec	42	193	22 000
- Gouvernement du Canada	43	103 844	374
- Organismes municipaux	44	642 283	502 217
- Intérêts courus sur dette L/T	45	479 201	501 523
- Autres courus et passifs	46	286 135	296 442
	47	<u>5 575 573</u>	<u>4 930 151</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	31 784	
Autres			
- Recettes loisirs	50	91 198	79 228
- CARRA + conso	51	40 196	53 230
	52	<u>163 178</u>	<u>132 458</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	4,50	2011	2030	53	62 816 014	58 221 289
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55		
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58	27 460	26 557
					59	62 843 474	58 247 846
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(542 263)	(553 640)
					61	62 301 211	57 694 206

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2011	62	3 904 593	70	78	87	9 071	95	3 913 664
2012	63	3 810 930	71	79	88	9 267	96	3 820 197
2013	64	3 844 603	72	80	89	5 758	97	3 850 361
2014	65	3 814 277	73	81	90	3 146	98	3 817 423
2015	66	3 648 157	74	82	91	218	99	3 648 375
2016 et +	67	43 793 454	75	83	92		100	43 793 454
	68	62 816 014	76	84	93	27 460	101	62 843 474
Intérêts et frais accessoires				85	()		102	()
	69	62 816 014	77	86	94	27 460	103	62 843 474

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	40 061 938	132 1 404 488	159	186 41 466 426
Eaux usées	105	31 030 675	133 4 089 360	160	187 2 177 932
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	66 228 606	134 10 843 746	161	188 77 072 352
Autres	107	17 667 596	135 4 241 006	162	189 (139) 21 908 741
Réseau d'électricité	108			136	163 190
Bâtiments	109	16 092 962	137 35 001	164	191 (4 422) 16 132 385
Améliorations locatives	110			138	165 192
Véhicules	111	5 163 074	139 349 062	166	193 139 432 5 372 704
Ameublement et équipement de bureau	112	1 915 138	140 78 268	167	194 (1 942) 1 995 348
Machinerie, outillage et équipement divers	113	2 280 884	141 518 343	168	195 70 499 2 728 728
Terrains	114	6 125 208	142 570 896	169	196 6 696 104
Autres	115			143	170 197
	116	<u>186 566 081</u>	<u>144 22 130 170</u>	<u>171</u>	<u>198 2 381 360 206 314 891</u>
Immobilisations en cours	117	<u>30 898 777</u>	<u>145 (662 441)</u>	<u>172</u>	<u>199 (7 403) 30 243 739</u>
	118	<u>217 464 858</u>	<u>146 21 467 729</u>	<u>173</u>	<u>200 2 373 957 236 558 630</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	20 074 544	147 980 236	174	201 21 054 780
Eaux usées	120	14 739 977	148 612 309	175	202 1 335 905 14 016 381
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	21 210 564	149 1 809 935	176	203 23 020 499
Autres	122	5 109 889	150 523 966	177	204 (139) 5 633 994
Réseau d'électricité	123			151	178 205
Bâtiments	124	3 320 980	152 401 889	179	206 (4 422) 3 727 291
Améliorations locatives	125			153	180 207
Véhicules	126	2 056 223	154 313 686	181	208 133 913 2 235 996
Ameublement et équipement de bureau	127	1 609 123	155 98 212	182	209 (1 942) 1 709 277
Machinerie, outillage et équipement divers	128	1 119 653	156 188 386	183	210 48 442 1 259 597
Autres	129			157	184 211
	130	<u>69 240 953</u>	<u>158 4 928 619</u>	<u>185</u>	<u>212 1 511 757 72 657 815</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>148 223 905</u>			213 <u>163 900 815</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	214		217	219	221
Amortissement cumulé	215	()	218 ()	220 ()	222 ()
Valeur comptable nette	216				223

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224	342 475	342 475
Immeubles industriels municipaux	225		374 435
Autres	226		
	227	342 475	716 910
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	342 475	716 910

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	254 576	256 311
Frais reportés			
- Dépenses reportés	231	45 031	60 031
-	232		
	233	299 607	316 342

Note**16. Engagements contractuels**

Les municipalités membres de la M.R.C. Roussillon ont conclu une entente sur la gestion des matières résiduelles, autorisant celle-ci à prolonger le système de gestion des déchets sur leur territoire et ce jusqu'en 2013.

Les municipalités de Candiac et Delson ont conclu, en avril 2000, une entente de regroupement de leurs services de protection des incendies respectifs et ce jusqu'en 2020. Chaque partie contribue aux dépenses pour les immobilisations et au coût d'exploitation du Service intermunicipal de protection des incendies Candiac/Delson pour 50% au prorata de la population et pour 50% au prorata de l'évaluation totale des municipalités.

En vertu de protocoles d'entente de fourniture d'eau potable, la ville dessert les municipalités de Delson, Saint-Constant, Sainte-Catherine, Saint-Mathieu de La Prairie et Saint-Philippe en fonction de leur consommation respective.

La Ville est engagée via le Conseil intermunicipal de transport Le Richelain :

- Au près d'un transporteur, à verser une somme approximative de 2 145 752 \$ au cours du prochain prochain exercice.

- Au près d'un gestionnaire, à verser une somme approximative de 335 106 \$ au cours des deux prochains exercices.

La Ville a des engagements pour l'entretien ménager, l'évaluation foncière, le soutien de logiciels, la disposition de déchets, des travaux d'entretien du réseau d'éclairage et d'électricité pour des montant de 1 458 700 \$ dont 889 924 \$ en 2011.

La Ville est engagée via la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie, la Régie intermunicipale de Police Roussillon et TARSO inc. dans plusieurs contrats pour une somme approximative de 2 904 317 \$ dont 1 511 552 \$ exigible en 2011.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville cautionne la marge de crédit de la société "Centre Sportif Candiac" pour un montant maximal de 49 900 \$. La Ville cautionne également pour cette même société le bail conclut avec la société Canlan Icesports Group concernant la location de l'aréna d'une valeur de 500 000 \$ par année, échéant le 31 décembre 2012.

b) Auto-assurance

En matière d'assurance, la Ville couvre les risques par un portefeuille d'assurances générales. La Ville ne pratique pas l'auto-assurance.

c) Poursuites

N/A

d) Autres

GRIEFS :

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par le syndicat des policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour un montant total indéterminé. De l'avis des administrateurs de la Régie, la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant, un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

Un redressement de l'excédent accumulé(S18) de 842 027 \$ a été nécessaire pour corriger les immobilisations dans la Régie d'assainissement du bassin de La Prairie selon la contribution aux coûts des immobilisations, basée en proportion du débit réservé de chaque municipalité.

Le conseil intermunicipal de transport Le Richelain a effectué un redressement de 10 534 \$ au 31 décembre 2010.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration, municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la municipalité participe, après élimination des opérations réciproques.

20. EMPRUNT TEMPORAIRE

La Ville et les organismes inclus dans son périmètre comptable dispose de marges de crédit :

- Pour un montant autorisé totalisant de 3 000 000 \$ pour les activités financières et un montant autorisé de 47 137 000 \$ pour les activités d'investissement, portant intérêt au taux préférentiel moins 0.90 % et renouvelable annuellement.
- Pour un montant autorisé totalisant de 384 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel.
- Pour un montant autorisé totalisant de 188 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 0.15%.
- Pour un montant autorisé totalisant de 34 600 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 1%.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 839 124	5 160 122
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	3 652 628	3 122 586
Montant à pourvoir dans le futur	3 (	1 196 511 ) (	1 240 317)
Financement des investissements en cours	4	(7 485 753)	(7 680 658)
Investissement net dans les éléments à long terme	5	102 226 578	91 052 806
	6	102 036 066	90 414 539

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
- Transport en commun	7	143 677	143 677
- Aménagements milieux humides	8	300 000	
- Régie ass. eaux La Prairie	9	1 250 942	1 223 873
- Régie Police	10	121 462	258 657
- CIT Richelain	11	115 586	9 355
- TARSO	12	(12 533)	(17 072)
-	13		
	14	1 919 134	1 618 490
Réserves financières			
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21	794 639	465 093
Fonds parcs et terrains de jeux	22	257 910	160 537
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23		
Société québécoise d'assainissement des eaux	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25	290 946	474 088
Fonds d'amortissement	26		
Financement des activités de fonctionnement	27	388 530	400 737
Autres			
- Frais liés à la dette	28	1 469	3 641
-	29		
-	30		
-	31		
	32	1 733 494	1 504 096
	33	3 652 628	3 122 586

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	35 (33 273) ()	(58 711)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 (189 000) ()	(208 000)
Régimes non capitalisés	37 (122 603) ()	(126 630)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () ()	()
Autres	39 () ()	()
Régimes non capitalisés	40 (851 635) ()	(846 976)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () ()	()
Autres		
-	42 () ()	()
-	43 () ()	()
	44 (1 196 511) ()	(1 240 317)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45 946 211	368 546
Investissements à financer	46 (8 431 964) ()	(8 049 204)
	47 (7 485 753) ()	(7 680 658)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48 163 900 815	148 223 905
Propriétés destinées à la revente	49 342 475	716 910
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53 164 243 290	148 940 815
Éléments de passif		
Dette à long terme	54 62 301 211	57 694 206
Frais reportés liés à la dette à long terme	55 542 263	553 640
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (826 762) ()	(359 837)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () ()	()
	58 62 016 712	57 888 009
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	
	60 62 016 712	57 888 009
	61 102 226 578	91 052 806

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 20 028	14 310
Charge de l'exercice	5 (795 447)	(624 211)
Cotisations versées par l'employeur	6 902 947	627 080
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>127 528</u>	<u>17 179</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 13 490 192	11 765 551
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>15 326 715</u>)	(<u>13 027 028</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (<u>1 836 523</u>)	(<u>1 261 477</u>)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>1 964 051</u>	<u>1 278 656</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 127 528	17 179
Provision pour moins-value	13 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>127 528</u>	<u>17 179</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>2</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 13 490 192	11 765 551
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>15 326 715</u>)	(<u>13 027 028</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>1 836 523</u>)	(<u>1 261 477</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 458 131	958 087
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 68 635	
	21 <u>1 526 766</u>	<u>958 087</u>
Cotisations salariales des employés	22 (894 662)	(445 428)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	24 632 104	512 659
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 92 368	54 929
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>724 472</u>	<u>567 588</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 847 080	750 501
Rendement espéré des actifs	34 (<u>776 105</u>)	(<u>693 878</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>70 975</u>	<u>56 623</u>
Charge de l'exercice	36 <u>795 447</u>	<u>624 211</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 356 137	171 740
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (756 105)	(693 879)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (399 968)	(522 139)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (365 927)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (155 902)	(201 384)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 12 941 134	10 638 496
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,75 %	2,75 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (1 085 370)	(162 944)
Charge de l'exercice	58 (7 709)	(885 193)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 5 078	3 980
Passif à la fin de l'exercice	60 (1 072 583)	(1 044 157)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (1 208 725)	(1 034 931)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 136 142	(9 226)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (1 072 583)	(1 044 157)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 11 659	11 035
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65 (68 635)	846 976
	66 (56 976)	858 011
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 (56 976)	858 011
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (564)	(362)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	18 680
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 (57 540)	876 329
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 49 831	8 864
Charge de l'exercice	77 (7 709)	885 193

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (145 167)	4 342
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 17	17

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 4,50 %	4,90 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	
Autres hypothèses économiques		
-	86	
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	1 779	2 093

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95	9 834	7 605
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	30 512	26 393
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	13 033	10 708
98	43 545	37 101

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	62 843 474
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	8 431 964
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	945 055
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	826 762
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	946 211
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	70 447 520
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	70 447 520
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	70 447 520
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	17 861 900	18 569 029	18 569 029	17 254 986
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	17 861 900	18 569 029	18 569 029	17 254 986
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 815 600	1 922 692	1 922 692	1 829 930
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 424 600	1 476 831	1 476 831	1 137 503
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		47 650	47 650	
Service de la dette	18	1 613 500	1 573 312	1 573 312	1 349 453
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20		10 731	10 731	40 570
	21	4 853 700	5 031 216	5 031 216	4 357 456
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	4 853 700	5 031 216	5 031 216	4 357 456
	26	22 715 600	23 600 245	23 600 245	21 612 442

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	44 300	42 806	37 371
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	386	386	111
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	44 300	43 192	37 482
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	38 000	39 247	44 083
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	152 900	155 519	152 469
	35	190 900	194 766	196 552
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	235 200	237 958	234 034
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	235 200	237 958	234 034

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	205 700		1 405 052
Sécurité publique				
Police	54		5 795	
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	2 963	668 535	
Transport adapté	62		84 983	
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	233 166	233 166	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	44 781	44 781	
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	44 600	44 600	
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	205 700	325 510	1 081 860
				1 405 052

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			1 787 847
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		(7 965)	
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	1 349 206	1 349 206	
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	619 758	628 298	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	(35 577)	(35 577)	
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	1 933 387	1 933 962	1 787 847

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135	416 600	457 183	457 183
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136			134 721
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138		333	3 810
	139	416 600	457 183	457 516
TOTAL DES TRANSFERTS	140	622 300	2 716 080	3 473 338
				3 331 430

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	257 300	305 188	215 288
	144	257 300	305 188	215 288
Sécurité publique				
Police	145		16 301	13 076
Sécurité incendie	146	328 400	328 569	350 001
Sécurité civile	147			
Autres	148		6 425	
	149	328 400	351 295	363 077
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150	3 300	3 380	3 380
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			60
Autres	154			
	155	3 300	3 380	3 440
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	2 402 000	2 043 445	2 303 460
Réseau de distribution de l'eau potable	157	21 000		
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	2 423 000	2 043 445	2 303 460
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	3 012 000	2 703 308	2 885 265

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	141 700	137 392	150 647
Sécurité publique	184	9 400	71 675	158 337
Transport				
Réseau routier	185	15 000	8 437	23 074
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186		1 109 699	994 493
Transport adapté	187		22 814	22 971
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	43 000	44 417	937 197
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193		673	2 547
Loisirs et culture	194	748 600	883 463	694 574
Réseau d'électricité	195			
	196	957 700	1 146 057	2 983 840
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	3 969 700	3 849 365	5 869 105
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	135 000	164 419	206 718
Droits de mutation immobilière	199	1 300 000	2 486 446	2 488 866
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201			
	202	1 435 000	2 650 865	2 695 584
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	314 000	476 140	851 699
INTÉRÊTS	204	180 000	272 430	263 069
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(7 965)	(1 019)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		430 926	430 926
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	7 000 000	8 936 969	5 930 922
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211		561 098	341 000
	212	7 000 000	9 921 028	6 270 903

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2010	2009
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	920 200	960 484	960 484	960 484	929 145
Application de la loi	2	297 900	313 599	313 599	313 599	304 642
Gestion financière et administrative	3	940 300	1 049 868	1 049 868	1 049 868	963 415
Greffé	4	531 300	527 762	527 762	527 762	595 846
Évaluation	5	307 700	323 334	323 334	323 334	346 910
Gestion du personnel	6	188 300	41 365	41 365	41 365	128 700
Autres	7	856 759	524 526	88 922	613 448	893 649
	8	4 042 459	3 740 938	88 922	3 829 860	4 162 307
	9	2 700 000	2 695 123	2 695 123	3 351 433	3 824 610
Police	10	853 700	1 152 790	1 152 790	1 152 790	1 029 260
Sécurité incendie	11	5 000	2 371	2 371	2 371	6 702
Sécurité civile	12	280 458	152 520	147 246	299 766	239 779
Autres	13	3 839 158	4 002 804	147 246	4 806 360	5 100 351
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voie municipale	14	1 698 972	1 814 657	1 540 102	3 354 759	3 004 334
Enlèvement de la neige	15	542 181	531 925	531 925	531 925	522 207
Éclairage des rues	16	202 653	301 702	301 702	301 702	263 112
Circulation et stationnement	17	178 453	259 219	259 219	259 219	283 510
Transport collectif						
Transport en commun	18	1 367 348	1 484 049	444	3 572 264	2 994 210
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	3 989 607	4 391 552	1 540 546	5 932 098	7 067 373

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2010	2009
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 223 993	1 990 867	2 886 110	2 886 110	2 796 686
Réseau de distribution de l'eau potable	24	278 124	329 366	601 248	601 248	611 945
Traitement des eaux usées	25	1 016 000	1 016 024	1 016 024	2 021 184	2 438 201
Réseaux d'égout	26	311 840	229 139	953 540	953 540	884 515
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	596 250	603 407	603 407	603 407	510 769
Élimination	28	586 250	614 121	614 121	614 121	510 769
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	363 000	296 424	296 424	296 424	194 575
Tri et conditionnement	30		82 926	82 926	82 926	
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	20 000	40 437	40 437	40 437	26 780
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	65 000	58 333	58 333	58 333	55 556
	40	5 460 457	5 261 044	7 152 570	8 157 730	8 029 796
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	961 400	1 105 990	1 140 253	2 108 173	1 030 351
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46			34 263		
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	123 800	113 011	113 011	113 011	111 868
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51		968 617	968 617	697	
	52	1 085 200	2 187 618	2 221 881	2 221 881	1 142 219

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2010	2009
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	617 578	542 504	542 504	542 504	499 734
Patinoires intérieures et extérieures	54	776 883	966 371	966 371	966 371	878 726
Piscines, plages et ports de plaisance	55	124 194	90 624	90 624	90 624	107 106
Parcs et terrains de jeux	56	1 401 170	1 502 370	620 929	2 123 299	1 918 019
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	2 919 825	3 101 869	620 929	3 722 798	3 403 585
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	340 678	304 460	12 508	316 968	328 579
Bibliothèques	62	499 806	493 991	35 559	529 550	549 485
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	199 710	246 811		246 811	165 927
	66	1 040 194	1 045 262	48 067	1 093 329	1 043 991
	67	3 960 019	4 147 131	668 996	4 816 127	4 447 576
	68					
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	2 533 300	2 678 431		2 678 431	2 975 015
Autres frais	70	150 100			2 317	2 378
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	5 000	58 000		58 000	65 487
Autres	72		24 093		24 093	11 579
	73	2 688 400	2 760 524		2 760 524	3 054 459
	74	4 777 674	4 371 499	4 371 499		
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes non consolidés	32
Revenus admissibles non consolidés	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la ville de Candiac. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la ville de Candiac a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Denis Savage CA auditeur

DATE 2011-06-08

Dernière modification avant dépôt : 2011-06-21 16:05:39

Dernière modification : 2011-06-21 16:05:39

Réservé au ministère

102 036 066	12 453 020	20 409 812	0,882
-------------	------------	------------	-------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>23 859 638</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	259 393
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>259 393</u>
Revenus de taxes	11	<u>23 600 245</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	23 600 245
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>23 600 245</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 142 783		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	47 650		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>3 190 433</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>20 409 812</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>2 303 045 000</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>2 325 150 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>2 314 097 750</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>20 409 812</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 314 097 750</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	[] [] [] , [8] [8] [2] [0] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	2 513 000	2 520 833	2 520 833	1 481 973
Usines de traitement de l'eau potable	2				
Usines et bassins d'épuration	3				
Conduites d'égout	4	6 001 000	6 689 905	6 689 905	3 811 267
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 431 000	5 496 412	5 496 412	5 120 250
Ponts, tunnels et viaducs	7	2 000 000	1 639 941	1 639 941	
Système d'éclairage des rues	8	80 000	927 389	927 389	455 890
Aires de stationnement	9	300 000			
Parcs et terrains de jeux	10	759 000	829 808	829 808	2 045 938
Autres infrastructures	11		1 941 964	1 963 378	512 979
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	517 000	171 588	170 067	309 265
Édifices communautaires et récréatifs	14				
Améliorations locatives					
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16			14 781	
Autres	17	601 000	265 722	328 900	394 251
Ameublement et équipement de bureau	18	100 800		45 286	105 517
Machinerie, outillage et équipement divers	19		247 511	270 118	396 627
Terrains	20		566 344	570 911	49 585
Autres	21	1 110 430			8 270
	22	19 413 230	21 297 417	21 467 729	14 691 812

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		1 116 345	1 116 345	670 625
Usines de traitement de l'eau potable	24				
Usines et bassins d'épuration	25				
Conduites d'égout	26		2 638 398	2 638 398	1 763 433
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	27		1 404 488	1 404 488	811 348
Usines de traitement de l'eau potable	28				
Usines et bassins d'épuration	29				
Conduites d'égout	30		4 051 507	4 051 507	2 047 834
	31		9 210 738	9 210 738	5 293 240

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	58 221 289	24	8 389 300	47	3 794 575	70	62 816 014
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec								
et ses entreprises	3		26		49		72	
Organismes municipaux	4		27		50		73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6	26 557	29	13 926	52	13 023	75	27 460
	7	58 247 846	30	8 403 226	53	3 807 598	76	62 843 474
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31		54		77	
Réserves financières et fonds réservés	9		32		55		78	
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	15 091 226	33	5 720 000	56	1 086 882	79	19 724 344
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	42 796 783	34	1 884 977	57	2 389 392	80	42 292 368
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		58		81	
	13	57 888 009	36	7 604 977	59	3 476 274	82	62 016 712
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	301 276	37	798 248	60	290 681	83	808 843
Organismes municipaux	15	58 561	38		61	40 642	84	17 919
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18	359 837	41	798 248	64	331 323	87	826 762
Prêts	19		42		65		88	
	20	359 837	43	798 248	66	331 323	89	826 762
	21	58 247 846	44	8 403 225	67	3 807 597	90	62 843 474
Déduire								
Dette en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	58 247 846	46	8 403 225	69	3 807 597	92	62 843 474

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	159 000	587 858	587 858	566 829
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	400 000			
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21		91 439	91 439	73 669
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	559 000	679 297	679 297	640 498

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1 15,71	32,5	1 265 560	325 274	1 590 834
Professionnels	2	18			38
Cols blancs	3 48,17	19	2 456 328	474 840	2 931 168
Cols bleus	4 47,49	20	1 943 112	420 228	2 363 340
Policiers	5	39			41
Pompiers	6 9,55	22	614 660	83 188	697 848
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7	40			43
	17	24			44
	8 120,92	25	6 279 660	1 303 530	7 583 190
	9 7,00	26	230 085	59 306	289 391
Élus	10 127,92	27	6 509 745	1 362 836	7 872 581

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	
	Total		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49 674 603	53 674 603	57 1 349 206
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51 309 879	55 309 879	59 619 758

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	157	172	187	202	217	232				
Sécurité du revenu	158	173	188	203	218	233				
Autres	159	174	189	204	219	234				
	160	175	190	205	220	235				
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	176	191	206	221	236	673	1 139 580	63 062	
Rénovation urbaine	162	177	192	207	222	237				
Promotion et développement économique	163	178	193	208	223	238		113 011		
Autres	164	179	194	209	224	239		968 617		
	165	180	195	210	225	240	673	2 221 208	63 062	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	181	196	211	226	241	883 463	2 839 335	368 735	
Activités culturelles	167	182	197	212	227	242		529 550	40 638	
Bibliothèques	168	183	198	213	228	243		563 779		
Autres	169	184	199	214	229	244	883 463	3 932 664	409 373	
	170	185	200	215	230	245				
Réseau d'électricité										
	171	186	201	216	231	246	3 849 365	24 253 221	2 760 524	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	21 220 698	14 122 227
Frais de financement	4	76 719	167 145
Autres	5		
	6	21 297 417	14 289 372

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	5 160 122	3 875 098
Redressement aux exercices antérieurs	2	6	
Solde redressé au début de l'exercice	3	5 160 128	3 875 098
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 522 163	1 942 030
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(2 343 167)	(909 880)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(500 000)	252 874
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	(321 004)	1 285 024
Solde à la fin de l'exercice	11	4 839 124	5 160 122
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	1 387 572	1 613 088
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	1 387 572	1 613 088
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	898 824	664 329
Activités d'investissement	16	(911 703)	(715 817)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	500 000	(252 874)
Financement des investissements en cours	18	66 419	78 846
	19	553 540	(225 516)
Solde à la fin de l'exercice	20	1 941 112	1 387 572

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 (266 711)	(346 047)
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 (266 711)	(346 047)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ((19 000))	((19 000))
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	28 ()	()
	29 ()	()
	30 ((19 000))	((19 000))
Diminution de l'exercice		
	31 25 439	60 336
	32 44 439	79 336
Solde à la fin de l'exercice	33 (222 272)	(266 711)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34 (7 680 658)	(11 879 034)
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36 (7 680 658)	(11 879 034)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 261 324	4 277 222
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40 (66 419)	(78 846)
	41 194 905	4 198 376
Solde à la fin de l'exercice	42 (7 485 753)	(7 680 658)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 82 376 643	78 568 966
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 82 376 643	78 568 966
Variation de l'exercice	46 12 389 115	3 807 677
Solde à la fin de l'exercice	47 94 765 758	82 376 643

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	500 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	1	2	3	4	5	6	7
	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
	8	9	10	11	12	13	14
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	474 088 9	10	11	66 419 12	249 561 13	290 946 14
	15	474 088 16	17	18	66 419 19	249 561 20	290 946 21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Taxes sur la valeur foncière		Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	[][] , [][][][] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[][0] , [6 | 6 | 0 | 0] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[][0] , [6 | 6 | 0 | 0] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[][1] , [9 | 5 | 0 | 0] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[][1] , [9 | 5 | 0 | 0] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[][1] , [3 | 2 | 0 | 0] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[][0] , [6 | 6 | 0 | 0] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[][] , [][][][] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[][] , [][][][] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[][] , [][][][] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[][] , [][][][] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[][] , [][][][] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[][] , [][][][] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[][] , [][][][] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[][] , [][][][] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[][] , [][][][] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 | 5 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | | , | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	2 | 0 | 0 | , | 0 | 0 | \$

% de la valeur locative

Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	| | | , | | | | %
---	---	-------------

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau non résidentiel au compteur	,5500	7	mètre cube
Eau - piscine	30,0000	4	montant fixe annuel
Eau - multifamiliale	142,5000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7	661 712 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8	69 686 \$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	\$	
b) autres formes d'aide	12	\$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	25 983 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 100, boulevard Montcalm nord
 (no) (rue)
Candiac J5R 3L8
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 444-6000
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 444-6009
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel info.ville.candiac.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Sylvie Landry, CGA, OMA

Téléphone (450) 444-6015
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 444-6009
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel slandry@ville.candiac.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Lefaiivre Labrèche, CA SENCRL

Titre Comptables agréés

Adresse 35, rue St-Pierre
 (no) (rue)
Saint-Constant J5A 2E4
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 454-3974
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 454-7320
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel denis@lefaivre-labreche.com

Responsable du dossier Denis Savage, CA Auditeur

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1

2

3

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-06-21 16:05:39

Dernière modification : 2011-06-21 16:05:39

Réservé au ministère

102 036 066	12 453 020	20 409 812	0,882
-------------	------------	------------	-------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Candiac _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 12 453 020 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 20 409 812 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-06-21 16:05:39

Dernière modification : 2011-06-21 16:05:39

Réservé au ministère

102 036 066	12 453 020	20 409 812	0,882
-------------	------------	------------	-------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)